



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Crise alimentaire
- Microfinance

GEOGRAPHIES

- Polynésie
- Indonésie

ORGANISATIONS

- FAO
- OMC

DEBATS SUR L'AIDE ■ Reinventing Foreign Aid ■ Banking on Development: Privates Banks and Aid Donors in Developing Countries ■ More Aid for African Agriculture: Policy Implications for Small-scale Farmers

A NE PAS MANQUER ■ Finance de marché : instruments de base, produits dérivés, portefeuille et risques ■ L'expertise internationale au cœur de la diplomatie et de la coopération du XXI^e siècle ■ Ethique commerciale, bonne gouvernance des entreprises et corruption internationale

Editorial

Forum BioMarine

Toulon et Marseille, France ■ 20 - 24 octobre 2008

Organisée sous l'égide de l'Union européenne et de l'OCDE, la première édition de ce Forum international rassemblera le monde industriel, scientifique, politique et civil afin de promouvoir le développement durable des mers et des océans en faisant émerger des solutions innovantes et concrètes.

Des conférences et des débats auront lieu autour des thématiques suivantes :

- Dégel de la banquise, loi opaque et usage de la force : qui contrôle l'Arctique ?
- Débat Méditerranée, une nouvelle gouvernance maritime : vers une stratégie intégrée pour le Bassin méditerranéen.
- Géopolitique de la mer : quelle coopération multilatérale ?
- Protection des populations et des océans contre les catastrophes maritimes.
- Faire de la Méditerranée un espace moins pollué.
- Changements climatiques et océans : les scénarios du futur.
- La recherche d'alternatives au pétrole : le rôle des océans dans les stratégies énergétiques.
- Ce que la science peut et ne peut pas faire pour protéger les richesses vivantes de la mer.
- Améliorer la gouvernance des océans pour une meilleure gestion de leurs ressources.

- Le rôle du transport maritime jusqu'en 2050 : libre accès, concurrence et régulation.

- Politique maritime européenne intégrée : les leçons à tirer et les problèmes à résoudre.

Parallèlement à ces discussions se tiendra une convention d'affaires ouverte aux industriels, scientifiques, financiers et tous les acteurs clés du développement (transfert de technologies, organismes de recherche, conseils en affaires, agences publiques de développement). Cette convention permettra aux participants de connaître une société, un produit ou un projet scientifique ; de rencontrer les acteurs clés du secteur au niveau industriel, scientifique, financier ainsi que les partenaires publics ; d'initier des partenariats à long terme.

Cette réunion a pour objectifs de mettre les océans au premier plan pour améliorer l'environnement marin ; d'encourager une meilleure gouvernance maritime régionale et internationale ; de promouvoir les échanges créateurs entre et dans les différentes communautés maritimes ; d'identifier les futurs leaders et favoriser les initiatives naissantes ; de mettre l'accent sur l'avancement de la science marine et d'encourager les entreprises maritimes responsables.

ChS

Défis mondiaux

Crise alimentaire

L'ouvrage

La souveraineté alimentaire : regards croisés

Charlier, S. ; Warnotte, G., Presses universitaires de Louvain, 2008, 327 p. - **Cote H9.025**

Le thème de la souveraineté alimentaire se trouve au cœur des débats et des combats de ceux qui défendent le droit des peuples à se nourrir et à vivre dans la sécurité alimentaire. La malnutrition touche des centaines de millions de personnes de par le monde, en particulier dans les pays du Sud où vivent en majorité des petits agriculteurs et agricultrices. Cet ouvrage place au centre de sa réflexion l'analyse des dimensions sociales, politiques, économiques, culturelles et environnementales d'une souveraineté alimentaire assurée à long terme pour les populations. Les thèmes abordés proposent différentes approches de cette question : les politiques de réforme agraire, les relations avec les instances internationales du commerce mondial et la critique des politiques néolibérales qui les sous-tendent, mais aussi des pistes concrètes de réponses comme le commerce équitable, l'agriculture paysanne ou les pratiques de consommation. L'ouvrage soulève aussi les interrogations fondamentales sur les agrocarburants, dans une perspective de développement durable, et rend compte des conflits d'acteurs autour de l'exploitation minière pour protéger l'accès et le contrôle des ressources naturelles par les populations locales.

Le rapport web

Hausse des prix alimentaires et actions stratégiques proposées : que faire, par qui et comment ?

International Food Policy Research Institute, 2008, 19 p.

La complexité des causes de la crise actuelle en matière d'alimentation et d'agriculture exige une réponse exhaustive. Compte tenu de l'urgence de l'aide à apporter aux personnes et aux pays dans le besoin. Il faut tout d'abord étendre le champ des réponses d'urgence et de l'assistance humanitaire aux personnes ne bénéficiant pas de la sécurité alimentaire ; lever les interdictions et les restrictions appliquées aux exportations agricoles ; lancer des

programmes de production alimentaire à impact rapide dans des zones clés ; et modifier les politiques en matière de biocarburants. Ensuite, il serait nécessaire de calmer les marchés en mettant en place une réglementation de la spéculation orientée vers le marché, des stocks de céréales publics partagés, un financement renforcé des importations alimentaires, et une aide alimentaire fiable ; investir dans la protection sociale ; augmenter l'échelle des investissements en faveur d'une croissance agricole soutenue ; et mener à bonne fin le cycle de Doha des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les investissements nécessaires à la mise en œuvre de ces actions demandent des ressources supplémentaires. Quatre sources sont envisageables : les pays qui bénéficient de l'explosion mondiale du commerce des produits de base ; la communauté des pays bailleurs de fonds ; la taxation progressive, directe ou indirecte, la réaffectation de la dépense publique dans les pays touchés ; la mobilisation du financement provenant du secteur privé.

L'article

La crise alimentaire mondiale

Bricas, N. ; Bru, E., 2008, 5 p

De nombreuses causes ont été évoquées depuis le début de la crise alimentaire dans les pays du Sud. Quelle est la part réelle de ces causes dans la situation actuelle ? Quelles en seront les conséquences sur la sécurité alimentaire et sur l'agriculture dans ces pays ? Quelles sont les solutions envisageables pour gérer cette crise et en sortir ? Cet article propose ici des éléments d'analyse et de réponse issus de l'expertise de chercheurs ayant une connaissance fine de la situation dans les pays touchés en posant des questions sur les causes de la hausse des prix, la part de responsabilité des agrocarburants dans cette hausse, l'impact de la hausse du prix de baril de pétrole, les conséquences pour les populations du Sud et sur le secteur agricole, les capacités de la production vivrière à prendre la relève des importations.

Défis mondiaux

Microfinance

L'ouvrage

La microfinance entre le marché et la solidarité

Djefal, S., Edition des archives contemporaines, 2007, 116 p. - Cote F7.011

L'analyse publiée dans cet ouvrage recourt à des informations statistiques globales auxquelles s'ajoute une observation directe et riche d'informations. C'est surtout au cours des enquêtes réalisées in situ et des multiples entretiens avec des personnes clés durant plusieurs mois que l'auteur a pu mieux comprendre la microfinance dans ses dimensions économiques, sociologiques et institutionnelles. Cet ouvrage vise à tracer les contours et les points de forces du phénomène de la microfinance en Afrique de l'Ouest où, depuis ses débuts dans les années 1980, sa croissance a été vertigineuse. La première partie est ainsi consacrée à un panorama de la microfinance en Afrique de l'Ouest. Puis, détaillant l'analyse, la deuxième partie a pour objet de montrer les ressorts de telles organisations. Enfin, dans la troisième partie, l'ouvrage expose les limites de la microfinance, soulignant dans le même temps les défis qui se posent à son développement futur. (L'éditeur)

Le rapport web

Les articulations Microfinance/Micro-assurance

Aljounaidi, L., Epargne Sans Frontière, 2007, 72 p.

Dans ce document, le réseau français de la microfinance propose aux IMF intéressées une grille d'analyse pour les accompagner dans leur prise de décision selon leur position sur le terrain et leur savoir-faire. Ce document reprend de manière pédagogique et synthétique un certain nombre de concepts de base en micro-assurance et revient notamment sur les trois postures possibles pour une IMF : 1/ Développer un produit et le gérer en interne (être assureur). 2/ Proposer un produit développé par un assureur privé (être distributeur, c'est le modèle Partenaire-Agent). 3/ Mutualiser avec d'autres acteurs de terrain (structure en réseau). Le texte est régulièrement illustré d'exemples pratiques permettant de concrétiser le propos. Une trentaine d'expériences d'articulation entre microfinance et micro-assurance sont recensées sous forme de fiches standardi-

L'AGENDA

- 9-10 octobre 2008 - Migrations et pays en développement - Une conférence organisée avec l'Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI), Milan, Italie
- 9-10 octobre 2008 - « Competitive Cities and Climate change », OCDE, Milan, Italie
- 14 octobre 2008 - Les objectifs du Millénaire - Discussion au Parlement, avec le concours du Ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Agence Française de Développement, Paris, France
- 20-21 octobre 2008 - Réunion sur le développement durable, OCDE, Paris, France
- 21-22 octobre 2008 - Colloque international « santé et mondialisation », Cité des sciences et de l'industrie, Paris, France

sées. Les difficultés liées à la micro-assurance santé sont abordées spécifiquement. Enfin, le document propose trois notes techniques qui abordent de manière précise les implications opérationnelles, financières et réglementaires pour une IMF qui souhaite développer ce type de produits.

L'article

Clientélisme, courtage et gestion des risques en microfinance

Guerin, I. ; Kumar, S., Autrepart, n° 44, 2007, pp.13-26

Alors que la question du risque en microfinance a été analysée principalement dans une perspective économique et technique, les observations en Inde du Sud montrent que les pratiques quotidiennes sont imbriquées dans des relations locales, de nature à la fois sociale et politique. Loin de se limiter à des relations marchandes, réduites à des transactions financières isolées de considérations personnelles, les relations entre emprunteurs et ONG de microfinance sont basées sur des relations de clientélisme et de courtage, construites socialement grâce au rôle actif de courtiers de terrain qui jouent simultanément un rôle d'intermédiaire, de médiateur, d'interface et d'ajustement. Comme dans toute relation de type patron/client, ces relations se caractérisent par la diversité des biens et services échangés, qu'ils soient de nature économique, sociale, morale ou politique : soutien, protection, loyauté sont au coeur de la relation. Elles sont aussi caractérisées par une réciprocité de type hiérarchique, mais cette asymétrie n'empêche pas des formes de résistances et de protestation de la part des clients.

Géographies

Polynésie

L'ouvrage

Et dans cent ans ? Réflexion sur l'avenir de l'économie polynésienne

Hanes, R., Noriane, 2007, 229 p. - Cote PPF.016

L'auteur jette un regard encyclopédique sur l'économie de la Polynésie française dont le mérite premier est d'offrir au lecteur les informations indispensables à une double mise en perspective - historique et géographique. Cette démarche met au premier plan la dynamique d'un développement tributaire des atouts et des faiblesses hérités du passé et dont l'objectif prioritaire vise à optimiser les contraintes et ressources propres au monde océanien. L'auteur fournit le cadre d'une réflexion qui, sans méconnaître la théorie économique ni les contraintes de la mondialisation des échanges, cherche à évaluer handicaps et atouts spécifiques en vue d'asseoir un développement adapté. La valorisation de la flore locale et du savoir accumulé par la tradition n'en est donc pas exclue, ni le supplément d'âme, autrement dit la sérénité et la générosité ... La joie de vivre et un sentiment d'identité collective si fort qu'il a été durant des décennies le symbole même de Tahiti.

Le rapport web

Collectivité de la Polynésie française : politique de l'emploi. Exercices 1998 à 2006 : rapport d'observations définitives

Chambre territoriale des comptes de la Polynésie française, 2007, 21 p.

Les problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle, qui relèvent de la seule compétence de la collectivité d'outre-mer, se posent en Polynésie française avec une acuité particulière. La jeunesse de la population, son niveau de qualification et la relative fragilité du tissu économique requièrent des mesures spécifiques en faveur de l'emploi. Un effort croissant est depuis longtemps consacré par la Polynésie française au soutien de l'emploi, politique d'autant plus nécessaire que les chercheurs d'emploi ne

bénéficient ni d'indemnisation du chômage ni de RMI. Depuis 2005, les programmes d'aide à la création d'emplois sont entièrement financés par la dotation globale de développement économique versée par l'Etat. La priorité donnée à la réduction du coût du travail semble être mise en œuvre sans lien suffisant avec la formation professionnelle qui reste déconnectée des actions en faveur de l'emploi. Ni la collectivité d'outre-mer, ni les employeurs qui n'assument pas leurs obligations au regard du financement de la formation professionnelle, ne semblent avoir pris conscience de l'importance d'une bonne coordination des actions à entreprendre en matière d'emploi et de formation.

L'article

Logiques « autonomiste » et « indépendantiste » en Polynésie française

Tremon, A.-C., Cultures et conflits, 2007, 15 p.

L'élection de l'indépendantiste Oscar Temaru à la présidence de la Polynésie française semble mettre un terme aux soubresauts qui ont agité la vie politique polynésienne au cours des derniers mois. Cette crise politique ne se réduit pas à la fin de règne d'un autocrate. Le blocage des institutions s'explique par la coupure profonde qui fracture le champ politique polynésien. Une part croissante de la population rejette le cadre institutionnel auquel ont abouti les remaniements statutaires des dernières décennies. Ceux-ci ont accentué la polarisation du champ politique polynésien entre « autonomistes » et « indépendantistes ». Ce qui les différencie en dépit d'une rhétorique nationaliste commune se cristallise dans l'affrontement entre les appellations « Polynésie » et « ma'ohi ». Cette opposition révèle le clivage sous-jacent entre les partisans d'une citoyenneté multi-ethnique et ceux qui militent en faveur d'un Etat-nation.

Géographies

Indonésie

L'ouvrage

Indonésie : les voies de la survie

Raillon, F., Belin, 2007, 223 p. - Cote PID.005

La grande vague qui a balayé la province d'Aceh en 2004 et les séismes politiques qui ont frappé l'Indonésie depuis la fin du régime Soeharto ébranlent le pays. La montée de l'islamisme et la tentation terroriste, les conflits entre les ethnies et les religions se sont conjugués pour déstabiliser davantage le plus grand archipel du monde et ses 230 millions d'habitants. Comment l'Indonésie peut-elle survivre ? Face à une nature violente et à une conjoncture turbulente, la société indonésienne tente d'éviter l'éclatement, s'ajuste en permanence et poursuit sa trajectoire périlleuse. Quelles sont les clés de cette endurance et de cette ténacité ? Par-delà l'apparence du désordre ambiant, ce livre met en évidence les facteurs socioculturels et les fondements structurels qui permettent de comprendre l'Indonésie et son évolution récente.

Le rapport web

Losing ground. The human rights impacts of oil palm plantation expansion in Indonesia

Marti, S. ; Dilworth, A. ; Baird, N., Friends of the Earth, 2008, 106 p.

Ce rapport révèle l'existence grandissante de violations des droits de l'homme dans l'industrie de l'huile de palme en Indonésie. Il attire l'attention sur l'impact social que comporte la transformation de vastes zones de terres cultivables en plantations industrielles destinées au développement de la production des agro-carburants dans ce pays, comme partout ailleurs dans les pays en développement. Il démontre que l'expansion insoutenable de l'industrie de l'huile de palme indonésienne prive nombre de communautés de terre et d'eau et pèse sur leur niveau de vie. Nombre de communautés autrefois autonomes se trouvent désormais surendettées ou ayant les plus

L'AGENDA

- 13-17 octobre 2008 - Séminaire régional sur la gouvernance locale ENDA, PDM, Banque mondiale, Ouagadougou, Burkina-Faso
- 20-21 octobre 2008 - Conférence ministérielle Euro-Africaine sur les Migrations et le Développement, Union européenne, OCDE, Paris, France
- 15-22 octobre 2008 - Forum international du tourisme solidaire (FITS), Bamako, Mali
- 21-24 octobre 2008 - 8èmes Rencontres européennes de partenariat avec l'Afrique sur le thème « Eau et énergie en Afrique », Lyon, France
- 24-25 octobre 2008 - Sommet Asie-Europe, ASEM, Pékin, Chine
- 29 octobre 2008 - Conférence ministérielle Euro-Med ad hoc sur l'eau, SEMIDE, Amman, Jordanie

grandes difficultés à donner à leurs enfants nourriture et éducation. C'est l'ensemble des coutumes et des traditions, de la culture des populations vivant en bordure des forêts et de la nature qui sont niées.

L'article

Indonesia at a Glanc: 2007-08

The Economist Intelligence Unit, 2007, 42 p.

Le président, Susilo Bambang Yudhoyono, a le soutien du Godhar, le plus grand parti à la Chambre des Représentants du Peuple mais sa coalition sera mise à rude épreuve en 2009 lors des élections parlementaires et présidentielles. La désillusion s'accroît de plus en plus avec la lenteur de la réforme économique et l'incapacité du gouvernement de créer des emplois. Une nouvelle loi sur les investissements a été adoptée mais les retards du projet de législation fiscale et l'abandon d'importantes réformes du droit du travail, face à la forte opposition syndicale, continueront de porter atteinte à la crédibilité du gouvernement. Le PIB devrait croître grâce à la demande intérieure avec la reprise de l'investissement.

Organisations

FAO

L'ouvrage

Et demain la FAO : à l'écoute des peuples paysans et fermiers

Maiga, M., L'Harmattan, 2005, 210 p. - Cote R2.077

Cet ouvrage poursuit le débat pour une réforme de la FAO qui débouche sur une alternative à la mondialisation sur deux aspects. Le 1er serait d'impliquer la société civile, les paysans et fermiers dans les actions de la FAO ; réformer ses structures et sa politique pour une plus grande efficacité ; changer ses relations budgétaires et financières entre Nord et Sud pour mieux répondre aux besoins d'assistance des pays membres. Le 2ème aspect consisterait à doter la FAO d'une Politique agricole, alimentaire, rurale et environnementale intégrée (PAARE) qui promeuve la souveraineté alimentaire et intègre les échanges, la diversité des données et des besoins et les exigences de l'environnement. Cela suppose une réforme des relations entre Nord et Sud, le 1er inventant une agriculture non productiviste, respectant la nature et maintenant les sociétés rurales viables ; le 2ème se nourrissant lui-même d'abord et pensant ensuite au commerce pour vendre ses excédents et réaliser la modernisation agricole. Ainsi, à l'horizon 2009-2015, la FAO s'occuperait plus à satisfaire les besoins humains de la majorité qu'à mondialiser la marchandise pour la minorité, selon le principe de la souveraineté alimentaire et de la solidarité internationale.

Le rapport web

FAO : le défi du renouveau

Evaluation externe indépendante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2007, 472 p.

Dans ce rapport présenté au Comité du Conseil chargé de l'Evaluation externe indépendante de la FAO, l'EEL estime que l'Organisation continue de remplir des fonctions cruciales et de fournir tout un éventail de biens et services essentiels qu'elle seule est en mesure de faire. La situation financière de la FAO est grave et se détériore rapidement. L'EEL a conclu que les préoccupations de nombreux États Membres de la FAO relatives aux priorités et à l'efficacité de l'Organisation sont bien fondées. Ainsi, une solution

uniquement financière ne permettrait pas de résoudre les problèmes de l'Organisation. Faute de réformes en profondeur, la trajectoire actuelle de la FAO se révélera non durable du point de vue financier et stratégique. L'EEL recommande de raviver une vision de la FAO et d'adopter un Plan d'action immédiate autour de quatre grands segments : nouveau cadre stratégique ; investissement dans la gouvernance ; modification de la culture institutionnelle et réforme des systèmes administratifs et de gestion ; restructuration des services du Siège et du terrain. Si les actions et les recommandations suggérées sont mises en œuvre, l'EEL est convaincue que l'objectif qui lui avait été fixé, d'instaurer une FAO véritablement « adaptée à ce siècle », sera atteint.

L'article

Nouveaux défis en statistiques agricoles : initiatives de la FAO

Food and Agriculture Organization, 2008, 17 p.

Dans un contexte marqué par une demande en information statistique toujours croissante et plus diversifiée, la Division de la Statistique de la FAO poursuit ses efforts afin de renforcer durablement les capacités des pays à produire et utiliser des statistiques agricoles de qualité. Ainsi, la FAO soutient la mise en place de systèmes nationaux intégrés. Cette approche permet une utilisation optimale des ressources disponibles en considérant le système statistique national dans son ensemble. La FAO propose aussi de revoir l'organisation des recensements agricoles, dans le cadre plus large des systèmes statistiques intégrés. L'approche modulaire du recensement agricole, la collecte de données au niveau communautaire et la coordination avec le recensement de la population sont les innovations majeures du nouveau Programme mondial du recensement de l'agriculture pour les années 2006-2015. La FAO travaille également à la modernisation de son système FAOSTAT. Le nouveau système fournit des outils à jour pour estimer et analyser les données, ainsi qu'un système centralisé intégré de métadonnées. Enfin, la FAO développe un cadre à destination des pays, CountrySTAT, permettant l'harmonisation et la diffusion des statistiques agricoles.

Organisations

OMC

L'ouvrage

L'organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public

Kieffer, B., Larcier, 2008, 371 p. - Cote C1.053

Première organisation internationale à vocation universelle créée après la fin de la Guerre froide, l'Organisation mondiale du commerce vient bousculer la configuration de la matrice institutionnelle internationale, articulée autour de l'Organisation des Nations Unies. Dotée d'un mécanisme de règlement des différends inédit, elle est susceptible d'infléchir considérablement le développement de l'ensemble des branches du droit international public. Contribue-t-elle à l'accélération de ses fragmentations matérielles et institutionnelles, ou est-elle au contraire le vecteur d'une plus grande cohérence ? Imposera-t-elle la logique marchande comme seule référence de la gouvernance mondiale, ou se plie-t-elle aux préceptes du développement humain durable ? Les grilles de lecture convenues ne permettent plus de saisir l'évolution d'un droit international qui oscille entre des pôles contradictoires. La compréhension des changements induits par la mondialisation exige une approche holistique du droit et de la gouvernance. Dans un tel contexte, l'OMC se présente comme un point de repère idéal.

Le rapport web

Les rapports Nord-Sud à l'OMC. Entre différenciation et espace politique pour le développement

Abbas, M., Centre études internationales et mondialisation, 2008, 25 p.

La place des pays en développement (PED) et des pays les moins avancés (PMA) dans le système commercial multilatéral est un des thèmes majeurs du cycle pour le développement de l'OMC. Ce document met en perspective l'évolution de la position institutionnelle de cet ensemble de pays en la reliant aux évolutions structurelles de l'économie internationale. Il aborde ensuite l'option d'une différenciation entre les pays en développement et l'option de la négociation d'un espace politique pour le développement. L'avenir des rapports Nord-Sud à l'OMC pourrait se situer entre ces deux options, en fonction des processus de négociation. Beaucoup de PED considèrent

L'AGENDA

- 11-13 octobre 2008 - Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale
- 13-17 octobre 2008 - Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) - Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels, Genève, Suisse
- 17-19 octobre 2008 - 12^e Sommet de la Francophonie, Québec, Canada
- 20-24 octobre 2008 - ECOSOC - Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, Genève, Suisse
- 27-31 octobre 2008 - Réunion internationale des plateformes d'ONG « Avenir de l'Europe », Paris, France

que ce scénario ne leur est pas favorable. Ainsi, et comme cela est souvent le cas à l'OMC, il est possible d'envisager que la négociation évolue vers la prise en compte de certains thèmes soulevés dans le cadre de l'espace politique pour le développement. Il s'agirait dans ce cas d'indiquer clairement que la différenciation entre les PED a pour objectif d'améliorer l'efficacité développementale des disciplines commerciales et non de réaliser un équilibre des concessions d'accès au marché.

L'article

Du GATT à l'OMC : un bilan de soixante ans de libéralisation des échanges

Abbas, M., Cahiers français, n° 341, 2007, pp. 9-14

Depuis les accords du GATT, les négociations multilatérales ont abouti à une baisse considérable des barrières tarifaires moyennes. Pourtant, au moment où le système commercial multilatéral fête son sixième anniversaire, l'OMC se trouve dans une impasse, face aux échecs répétés du cycle de Doha. Les différends Nord-Sud, la remise en cause des bienfaits du libre-échange, le repli sur les accords régionaux et la défiance croissante envers l'institution sont autant de manifestations de cette crise. Mehdi Abbas rappelle les principes fondamentaux du système multilatéral, dont le rôle est de libéraliser mais aussi de réguler le commerce mondial. L'analyse de la transition du GATT à l'OMC fait apparaître des mutations profondes, expliquant en partie les difficultés de cette dernière : l'objectif du système de négociation commerciale n'est plus tant la baisse réciproque des barrières tarifaires que la gouvernance d'une économie mondialisée.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Reinventing Foreign Aid

Easterly, W., MIT PRESS, 2008, 537 p. - Cote R3.174

Il peut paraître paradoxal qu'au moment où les flux d'aide aux pays les plus pauvres de la planète atteignent des montants plus importants que jamais, et lorsque le défi que constitue la mobilisation de ressources pour lutter contre la pauvreté dans le monde bénéficie de l'attention de l'ensemble de la communauté internationale, la question de l'efficacité de l'aide suscite autant de controverses. Par bonheur, une nouvelle génération de chercheurs du développement s'est penchée sur cette question, offrant de nouvelles perspectives. Cet ouvrage rassemble les contributions d'une bonne part d'entre eux, qui rendent compte non seulement des enseignements tirés de ces travaux mais aussi de tout ce qu'il reste à faire.

Le rapport web

Banking on Development: Private Banks and Aid Donors in Developing Countries

Rodríguez, J. ; Santiso, J., OECD DEVELOPMENT CENTRE, 2008, 51 p.

Au cours de la dernière décennie, les bailleurs de fonds ont montré un intérêt pour le secteur financier privé tandis, que les banques privées se sont de plus en plus préoccupées de responsabilité sociale des entreprises. Les banques privées sont impliquées de manière active dans les pays en développement où elles génèrent de l'emploi et introduisent des bonnes pratiques. Sur cette toile de fond, ce rapport explore les considérables synergies potentielles qui pourraient être générées par un dialogue accru entre banques privées et bailleurs de fonds. Partant du constat que les banques des pays de l'OCDE se limitent à des régions spécifiques, comme l'Amérique latine pour les banques espagnoles, il émet l'idée que l'identification de banques opérant outre-mer pourrait constituer une étape importante sur le chemin du dialogue avec les pays émergents, qui sont en train de devenir donateurs.

L'AGENDA

- 3-4 octobre 2008 – OECD policy dialogue on Aid for Trade, OCDE, Paris, France
- 14 octobre 2008 - Table ronde sur « Les collectivités territoriales et les Objectifs du Millénaire », Secrétariat d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie, Paris, France
- 17 octobre 2008 - Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté
- 28-30 octobre 2008 - Groupe de travail régional sur les capacités de production et la réduction de la pauvreté, UNCTAD, Phnom Pen, Cambodge
- 30-31 octobre 2008 - WIDER-MERIT Research Workshop on Entrepreneurship, Technological Innovation, and Development, Maastrich, Pays-Bas

L'article

More aid for african agriculture: policy implications for small-scale farmers

Dechenne, R., UK FOOD GROUP, 2008, 42 p.

Ce rapport passe en revue les documents de stratégie de certains des principaux bailleurs qui consacrent une partie de leur aide au développement de l'agriculture africaine ainsi que des Nations Unies, de la finance internationale, de la recherche dans le domaine de l'agriculture, et des institutions africaines. L'auteur tente de déterminer quelles sont les motivations sous-jacentes de la politique telle qu'elle est exprimée par acteur, comment elles s'influencent les unes et les autres dans le choix des priorités et ce qu'il en a émergé en termes d'agenda. Il soulève aussi un certain nombre de questions pertinentes sur la façon dont la nouvelle aide destinée aux paysans africains sera utilisée. Le rapport parvient à la conclusion que l'agriculture et le développement rural en Afrique devront davantage s'appuyer sur des approches centrées sur les populations, l'alimentation et l'environnement si l'on souhaite que l'agriculture continue de servir les intérêts à long terme de la majorité des Africains.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Finance de marché : instruments de base, produits dérivés, portefeuille et risques

Portait, R. ; Poncet, P., Dalloz, 2008, 1089 p. - Cote F2.053

Cet ouvrage propose une présentation exhaustive et cohérente de l'ensemble de la finance de marché. Il couvre en particulier : tous les actifs primitifs (actions, taux d'intérêt et de change, indices, crédits bancaires) ; la plupart des produits dérivés (swaps, futures, options, hybrides et dérivés de crédit) ; la théorie et la gestion des portefeuilles ; l'appréciation et la couverture des risques de marché et de crédit, tant des positions individuelles que des portefeuilles et des bilans. Il insiste sur les aspects méthodologiques de l'évaluation des instruments financiers et de la gestion des risques et accorde une place prépondérante aux fondements probabilistes de l'évaluation et au risque de crédit. Il présente les techniques mathématiques avancées utilisées actuellement par les professionnels en pointe, tout en étant centré sur la logique financière des marchés et l'utilisation pratique des instruments. (Editeur)

Le rapport web

L'expertise internationale au cœur de la diplomatie et de la coopération du XXI^e siècle - Instruments pour une stratégie française de puissance et d'influence

Tenzer, N., Ministère des Affaires étrangères et européennes (France), 2008, 430 p.

« Il n'existe pas aujourd'hui, à proprement parler, de politique d'expertise internationale de la France », tel est le premier constat de l'auteur. Celui-ci préconise de faire du développement de l'expertise internationale une stratégie politique prioritaire, et ce à plusieurs titres : pour des raisons d'influence, d'intérêt politique à moyen terme, d'efficacité de la politique française d'aide au développement et de retombées économiques directes. L'auteur pointe notamment l'importance du niveau et de la structure de cette aide publique au développement en termes d'image, d'influence et d'effet de levier. A cela s'ajoute un contexte mondial caractérisé par une forte demande d'expertise, une concurrence

accrue sur ce secteur, provenant aussi bien des entreprises que des Etats eux-mêmes ainsi qu'une « multilatéralisation » de l'influence. Pour combler le défaut de stratégie d'ensemble, l'auteur recommande une nouvelle organisation globale, assortie d'une « stratégie différenciée » en fonction des zones et des pays considérés, des caractéristiques des programmes ou des projets pour lesquels une expertise est fournie. Cette organisation passe également par des mesures spécifiques pour développer et structurer l'expertise privée et académique, l'établissement de nouveaux réseaux d'information, de veille et d'intelligence, nécessitant de revoir le fonctionnement et l'organisation des services de l'Etat à l'étranger.

L'article

Éthique commerciale, bonne gouvernance des entreprises et corruption internationale

Pereira, B., *Revue internationale de droit économique*, Tome 22, n° 1, 2008, 22 p.

L'accroissement notable de la norme répressive en matière de corruption, suite aux ratifications des conventions internationales et européennes, pose la question de l'efficacité de la lutte contre un tel fléau international. De nouvelles infractions de corruption ont été consacrées, produisant l'effet d'une extension du champ d'incrimination au secteur privé. Toutefois, cette évolution conduit à faire la distinction entre la volonté affirmée des États et la coopération de ces derniers pour enrayer les pactes corrupteurs illicites et restaurer la loyauté dans les transactions commerciales. Il semblerait que même si la loi est une nécessité, son accroissement ne contribue qu'à rendre émergente la lutte contre la corruption. Cette analyse conduit alors à s'interroger sur des moyens complémentaires de la loi, afin de promouvoir une gouvernance plus éthique des affaires.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : RSE, migrations
- GEOGRAPHIES : Mayotte, Côte d'Ivoire
- ORGANISATIONS : ACP / APE, CNUCED

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43